



ÉLIMINATOIRES CAN 2023

Le Congo se relance

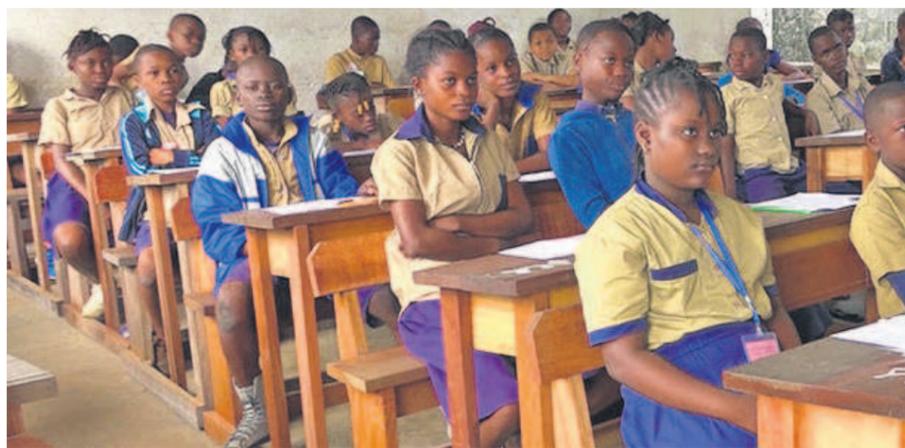


Les Diables rouges / DR

Les Diables rouges se sont imposés face aux Scorpions de Gambie, le 8 juin, au stade Alphonse-Massamba-Débat, en match comptant pour la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN). Le résultat est logique (1-0). Les Diables rouges ont, par ailleurs, pêché par un manque de réalisme pour l'emporter sur un

score plus large. L'essentiel est fait et les trois points permettent au Congo de quitter la dernière place pour la deuxième, gardant ainsi intactes ses chances de qualification.

score plus large. L'essentiel est fait et les trois points permettent au Congo de quitter la dernière place pour la deuxième, gardant ainsi intactes ses chances de qualification.



Les épreuves du CEPE ont démarré le 7 juin par l'oral / DR

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Plus de cent trente mille candidats passent le CEPE

Le Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) débute aujourd'hui sur l'ensemble du territoire national. Plus de cent trente mille candidats sont concernés. Les mathématiques, la dictée, les questions de cours, l'art plastique font partie des matières sur lesquelles les candidats seront évalués. Pour les admis, ce certificat leur

ouvre les portes du collège. Quelques jours avant les épreuves orales du CEPE, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, se disait être satisfait des préparatifs des examens d'Etat.

Page 6

COOPÉRATION

Les pays de l'Océan Atlantique face aux défis sécuritaires et environnementaux



Une vue des participants à la conférence de Rabat au Maroc / DR

Des ministres africains ayant en partage l'océan Atlantique se réunissent au Maroc pour renforcer la coopération et relever les défis auxquels est confronté cet espace riche en ressources favorables à l'éclosion socio-économique des Etats riverains.

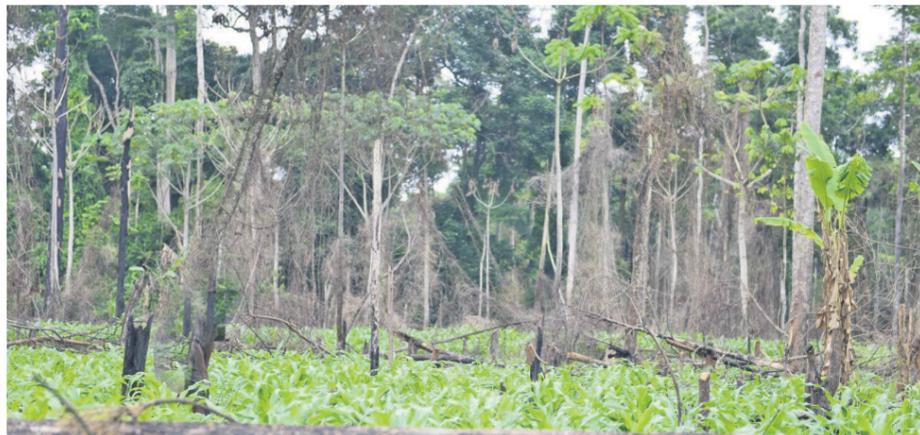
« Nous devons agir collectivement pour

répondre aux impératifs sécuritaires, environnementaux, ainsi que de développement durable et de prospérité de notre espace », a déclaré le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita.

Page 8

ENVIRONNEMENT

Aider la population à comprendre les enjeux climatiques



Deux des plus grandes menaces à la forêt tropicale sont l'exploitation forestière et l'agriculture paysanne

Les journalistes ont été édifiés, du 7 au 9 juin à Brazzaville, sur les enjeux climatiques à travers un séminaire organisé par l'ambassade de France en partenariat avec l'Ecole supérieure de journalisme de Lille. Les participants ont la mission d'amener la population à préserver l'environnement au regard des dérèglements climatiques observés ces deux dernières décennies.

Dans un communiqué, les organisateurs ont expliqué qu'au cours des décennies à venir, « nous allons collectivement être confrontés, de manière croissante, aux défis imposés par les changements climatiques. Ces défis rendent fondamental l'éclairage de l'actualité et des décisions politiques par une information climatique de qualité et bien maîtrisée ».

Page 5

ÉDITORIAL

Désordre

Page 2

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

L'UMP cible Brazzaville et le Pool

Page 3

ÉDITORIAL

Désordre

La Fédération congolaise de judo et disciplines associées vit une situation très délicate au moment où les athlètes ont en ligne de mire les Jeux Olympiques (JO) de Paris 2024. Les affaires courantes du judo sont, en effet, gérées par un nouveau bureau exécutif qui bénéficie du soutien du ministère des Sports et du Comité national olympique et sportif congolais. Une autre structure parallèle appuyée par les instances internationales engage de son côté, depuis plusieurs mois, les judokas de la diaspora dans les différentes compétitions défiant les structures nationales.

Cette position, loin d'honorer le pays, ajoute à la déprime du sport national qui souffre déjà d'un réel problème d'animateurs. Le Congo doit à tout prix soigner son image et mettre un terme définitif à ce désordre. Il s'agit, entre autres, d'expliquer les tenants et les aboutissants de cette situation auprès de la Fédération internationale de judo et de l'Union africaine de judo.

La diplomatie sportive congolaise doit surtout se montrer à la hauteur dans la démarche visant à prouver que les élections des fédérations sportives sont organisées en application des dispositions de la circulaire du ministère des Sports et souligner le pouvoir qu'a le gouvernement, en cas de non-respect de cette feuille de route, de retirer l'agrément à une fédération qu'il finance non seulement dans l'organisation des compétitions nationales mais aussi dans le déplacement de ses athlètes vers l'extérieur.

Il est clair aujourd'hui que ces querelles intestines ne profitent pas aux athlètes. Ce chaos pourrait compromettre la préparation des judokas congolais aux JO de Paris. Car s'il faudra passer par les épreuves qualificatives, la question se posera de savoir laquelle des deux fédérations aura la légitimité d'engager les judokas congolais ou de recevoir les correspondances des instances internationales. Il faut agir vite.

Les Dépêches de Brazzaville

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

La Fédération de l'opposition congolaise se désiste

La plateforme de l'opposition regroupant l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC), le Front pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad) et la composante Jean Marie Michel Mokoko ne va pas participer aux élections législatives et locales des 4 et 10 juillet prochains. Le coordonnateur de ce cartel, Clément Mierassa, l'a annoncé le 7 juillet à Brazzaville, lors d'une conférence de presse.



Clément Mierassa lors de la conférence de presse/Adiac

La Fédération de l'opposition congolaise estime que les conditions garantissant une élection transparente et équitable ne sont pas réunies. Elle préfère ne pas se présenter aux scrutins dont les cartes sont déjà jouées d'avance. Son coordonnateur a affirmé que malgré ce désistement, elle jouera toujours son rôle d'opposant car la loi au Congo reconnaît deux types d'opposition, parlementaire et extra-parlementaire, a-t-il soutenu. « La date limite de dépôt des candidatures était prévue pour aujourd'hui, la Fédération de l'opposition congo-

laise ne s'est pas prononcée et nous n'allons pas fléchir. Nous estimons que le pouvoir a commis une erreur en pensant qu'il peut tout faire seul en écrasant tout le monde », a souligné Clément Mierassa.

Parlant des deux recours en inconstitutionnalité qu'il avait introduits à la Cour constitutionnelle, objet de la conférence de presse, le coordonnateur de la Fédération de l'opposition congolaise s'est indigné du fait qu'ils n'ont pas été pris en compte. L'une de ses revendications porte sur l'article 6 de la loi n°4-2019 du

7 février 2019, relative à l'obligation de déclaration du patrimoine par tout citoyen élu ou nommé à une haute fonction publique. A propos, Clément Mierassa soutient que les déclarations de biens qui ont été faites l'ont été en violation flagrante des lois de la République.

« Depuis 2002, l'obligation constitutionnelle de déclarer son patrimoine n'est pas respectée. Aucun gouvernant, acteur politique ou responsable administratif n'a déclaré son patrimoine conformément aux lois et règlements de la République », a-t-il indiqué.

La Fédération de l'opposition a fait savoir que tous ces dysfonctionnements observés dans le fonctionnement régulier des institutions de l'Etat aggravent la crise politique qui ronge le Congo depuis des décennies. Ainsi, pour résoudre ce problème, Clément Mierassa a réitéré la convocation d'un dialogue national inclusif. L'occasion per mettra, selon lui, aux Congolais de panser les plaies et de laver le linge sale en famille afin de relancer le pays sur les nouvelles bases. Notons que Clément Mierassa est revenu sur la libération de leurs collègues incarcérés à la Maison d'arrêt de Brazzaville.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué :

Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)
RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-
donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubembé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des
services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon
Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE
(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial
Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet
Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

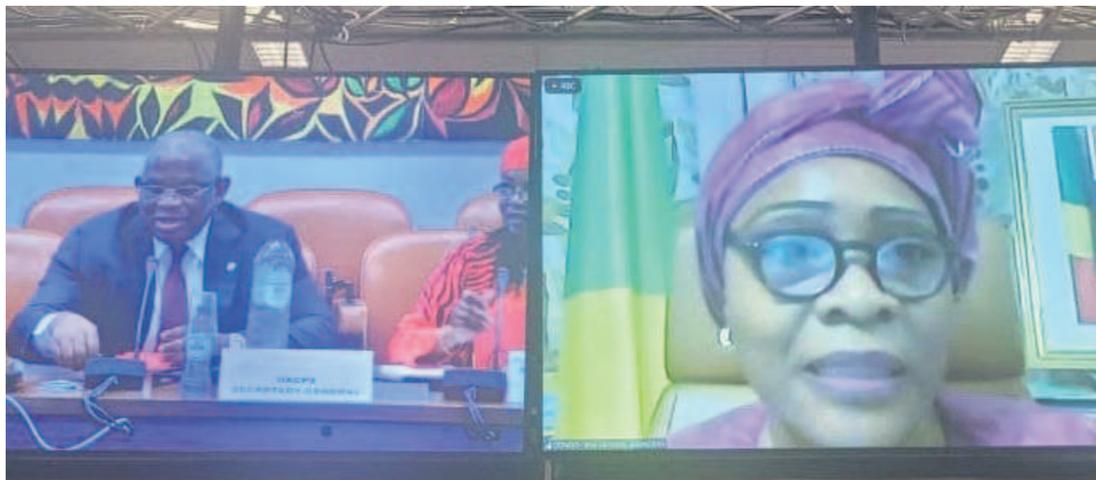
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX

Le Congo se joint aux pays de l'OEACP

La cinquième réunion du groupe de contact ministériel de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) s'est tenue en visioconférence, le 7 juin, sous la présidence de la ministre congolaise de l'Économie, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas. À l'instar de la République du Congo, les pays membres de l'OEACP ont insisté sur le renforcement de la coopération dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme...

La réunion des membres de l'OEACP s'est ouverte en marge de la 114e session du Conseil des ministres de l'Organisation, qui se tient du 7 au 9 juin à Bruxelles, en Belgique, dans le cadre des négociations avec l'Union européenne (UE). À cette occasion, la ministre congolaise de l'Économie a exhorté les participants au partage d'expériences afin d'aider les pays membres de l'OEACP à sortir des « listes grises et noires » du groupe d'action financière (Gafi) et de l'UE.

Au cours de leurs échanges, en effet, les pays membres de l'organisation ont planché sur le rapport du groupe de contact ad hoc des ambassadeurs sur les activités réalisées depuis juillet 2021. Ils ont échangé leurs vues au sujet de la liste des pays tiers de l'UE concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux et



le financement du terrorisme (LCB/FT), la liste des juridictions fiscales non coopératives de l'UE et le projet de résolution sur la LCB/FT et la gouvernance fiscale à recommander au Conseil des ministres. Pour la ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, les instances de

l'OEACP se sont mobilisées en faveur de la relance des négociations sur la lutte contre le blanchiment de capitaux avec les partenaires européens et du Gafi.

« Cet échange de vues vise à donner des orientations claires au groupe de contact des ambassadeurs et au secrétariat qui travaillent en continu et interagissent

avec les partenaires, notamment l'UE, le Gafi et l'Organisation de coopération et de développement économiques sur ces questions dans l'intervalle des réunions ministérielles. Nos orientations permettront également au secrétariat et au groupe de contact des ambassadeurs de préparer ultérieurement un échange

de vues entre nous et les commissaires de l'UE en charge de ces questions », a-t-elle déclaré.

En matière fiscale, l'actualité internationale est dominée par l'accord à deux piliers sur la réforme de la fiscalité internationale conclu sous l'Organisation de coopération et de développement économiques et le G20 en octobre 2021, en vue de digitaliser les économies. De nombreux pays de l'OEACP ont adhéré à cet accord dans l'espoir qu'il contribuera à une amélioration de la gouvernance fiscale. Toutes ces évolutions, a conclu l'intervenante, auront des conséquences sur les économies des pays de l'OEACP et interpellent les décideurs politiques sur la nécessité de développer leurs États et assurer le bien-être de leurs concitoyens.

Fiacre Kombo

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

L'UMP se positionne à Brazzaville et dans le Pool

L'Union pour un mouvement populaire (UMP) présentera sept listes aux élections locales et deux candidats à la députation à Brazzaville, pendant que dans le département du Pool, il a prévu cinq listes et un candidat aux législatives.

Le président de l'UMP, Digne Elvis Tsalissan Okombi, a rencontré le 7 juin à Brazzaville les candidats au double scrutin des 4 et 10 juillet, dévoilant les attentes de ce parti du centre. « Doubler le nombre d'élus, c'est l'objectif des législatives et les locales prochaines. Pour ce faire, nous comptons sur vous. Il faut que nous puissions nous organiser dès à présent dans les quartiers, les arrondissements afin de mobiliser plus de personnes pour voter les candidats du parti », a-t-il exhorté.

Pour aller aux prochaines élections, l'UMP est en train de concevoir son projet de société intitulé « Nos villes autrement ». L'objectif étant de gérer autrement les différentes villes où le parti présentera les candidats. « Nous ne partons pas aux élections avec un discours, mais avec un projet : «Brazzaville autrement». Notre capitale a beaucoup de problèmes, les élections locales de 2022 doivent être le scrutin où nous devons remettre Brazzaville sur les rails. Nous devons partir sur le terrain pour faire l'autopsie de cette ville, parler de sa politique dans les différents domaines », a déclaré Digne Elvis Tsalissan Okombi. Au nombre des mots qui minent Brazzaville, le président de l'UMP a cité la délinquance juvénile, les difficultés liées au transport en commun et l'insalubrité. Selon lui, «Brazzaville autrement» doit être le débat politique de la ville. Se félicitant de l'engagement des candidats aux élections législatives et locales prochaines, il a rappelé que ces scrutins avaient un enjeu capital pour l'UMP qui sort d'une crise majeure de près de cinq ans.

Des instructions bien captées par le président interdépartemental Brazzaville/Pool de l'UMP, Maurice Orus Ongoumouka. « Après un séjour de travail dans le Niari, le Kouilou et Pointe-Noire, le président a entretenu aujourd'hui les candidats de Brazzaville et du Pool pour leur donner des instructions ; faire le point sur tout ce qui s'est passé en période préélectorale, mettre la machine en marche. Il a aussi présenté officiellement les candidats investis ainsi que le projet de société : «Brazzaville autrement» », a-t-il résumé.

Notons que le président de l'UMP est candidat à sa propre succession dans la circonscription électorale unique de Ngo, dans le département des Plateaux, dont il est député depuis 2017. La campagne électorale comptant pour les législatives et locales sera lancée à Pointe-Noire, a annoncé Digne Elvis Tsalissan Okombi.

P.W.D.

Susciter le leadership féminin

Le ministère de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement organise, du 8 au 10 juin à Brazzaville, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), l'atelier de formation des formateurs des femmes en politique.

Animé par des experts nationaux et étrangers, l'atelier s'inscrit dans le cadre du programme d'accompagnement des femmes en politique en République du Congo. Une fois formés, les participants se déploieront dans les trois zones retenues par les organisateurs. Il s'agit de Brazzaville pour les départements du Pool, des Plateaux et de Brazzaville ; Pointe-Noire pour le Kouilou, Niari, Lékoumou, Bouenza et Pointe-Noire. La zone d'Owando regroupera les femmes candidates des départements de la Sangha, la Cuvette Ouest, la Cuvette et la Likouala.

La représentante résidente adjointe du Pnud au Congo, Seynabou Diaw Ba, a déclaré que cette initiative permettra de partager des connaissances avec les candidates, mais également de faire acquérir des compétences solides aux formateurs. « A travers cette formation animée par des experts de l'ONU femme et du Congo, le pays est en train d'agrandir progressivement son vivier d'experts nationaux possédant des connaissances en matière électorale. Car le contingent qui sortira de cette session de formation viendra s'ajouter aux autres compétences déjà formées par le passé », a-t-elle souligné.

La ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Inès Nefer



La ministre posant avec les participants Adiac haut, plus de femmes qui feront bouger le monde », a-t-elle déclaré.

Bertille Ingani, de son côté, a rappelé que les progrès encourageants observés dans la participation des femmes à la gouvernance et à la vie politique en République du Congo restent en deçà des attentes. Selon elle, les femmes demeurent minoritaires dans les conseils départementaux (18,8%) et municipaux (20,83%). La cause étant de nombreux obstacles qui se posent à la progression des femmes en politique. « Il est donc indispensable d'intensifier les efforts en vue d'accroître le rôle et l'influence des femmes dans le processus de prise de décisions pour que la parité homme/femme devienne une réalité dans tous les rôles, places et sphères de décisions. Notre objectif est d'avoir davantage de femmes dirigeantes, plus de femmes leaders, plus de femmes qui arrivent la République du Congo vers le

Les formations en cours sont, a-t-elle dit, un préalable à cette initiative dans la mesure où il est question de créer un pool d'experts en leadership féminin. Elle a, par ailleurs, encouragé les futurs formateurs à s'impliquer pleinement dans cette formation. « Grâce aux enseignements que vous recevez, vous allez contribuer à relever le pari de changer le récit, la tendance et le statut des femmes pour faire d'elles des décideuses actives de demain. Votre mission est donc d'aider les femmes, futures candidates aux élections législatives et locales de 2022, à s'engager avec plus d'aptitudes dans cette compétition électorale », a conclu Inès Nefer Bertille Ingani.

Parfait Wilfried Douniama

TÉLÉPHONIE MOBILE

L'ARPCCE dévoile son premier rapport 2022 sur la qualité des réseaux mobiles

L'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCCE) a récemment dévoilé, devant les principaux opérateurs MTN et Airtel, son rapport d'évaluation sur la Qualité des services des réseaux mobiles, dit QoS, réalisé dans la période du 28 mars au 5 mai dans vingt localités du pays. Des indicateurs affichent une amélioration des services, mais quelques localités récusent encore un réseau mitigé parfois presque défectueux.

Présentée par Benjamin Mouandza, directeur des Réseaux et des Services des communications électroniques à l'ARPCCE, la première campagne d'évaluation de la performance des réseaux des opérateurs de l'année 2022 a concerné les services Voix et Data offerts par les opérateurs MTN Congo et Airtel Congo en 2G et 3G.

Les tests ont été réalisés précisément dans les localités de Kakamoeka, Madingo-kayes, Mossendjo, Makabana, Komono, Sibiti, Boko-Songho, Mfouati, Boko, Kinkala, Lékana, Djambala, Okoyo, Ewo, Boundji, Makoua, Pokola, Mokeko, Impfondo et Epena. Des zones pour la plupart réévaluées de manière spécifique par le régulateur pour cette campagne, contrairement à l'évaluation de septembre 2021 qui avait l'ambition d'être plus holistique. Dans toutes les localités testées, l'opérateur Airtel présente un meilleur réseau 2G que l'opérateur MTN. Le réseau 3G d'Airtel occupe la première place relativement au score obtenu avec



Les opérateurs et les responsables de l'ARPCCE

quelques indicateurs critiques. Le rapport épingle l'absence du réseau 3G de MTN à Kakamoeka, Boko-Songho et Mfouati, et souligne que les deux opérateurs offrent, de façon générale, une qualité de service internet acceptable excepté à Boko-Songho et Mfouati où la qualité de service Data est critique pour Airtel uniquement.

Dans l'arrière-pays nord, le réseau MTN en 2G devance celui d'Airtel, même si quelques indicateurs en repèrent une dégradation dans certaines localités

testées. Pour s'en convaincre, le rapport souligne que MTN présente un réseau 3G très critique à Ewo et Makoua et un niveau de couverture imparfait à Impfondo, de même pour Airtel.

« Dans les localités de Lékana, Djambala, Boundji, Okoyo, Mokeko, les deux opérateurs Airtel et MTN offrent, dans l'ensemble, une bonne qualité de service Data. En revanche à Ewo, Makoua et Epena, le service Data offert par les deux opérateurs est très critique », a renchéri Benjamin Mouandza, au

terme de son exposé, devant des représentants des opérateurs qui ont promis de rectifier le tir dans les six mois à venir.

« Les problèmes sont connus. Ils sont d'ordre technique. Dans certaines zones nous avons déjà commencé les opérations d'optimisation. La couverture de certaines zones a débuté également. Pour ce qui concerne Airtel, trois sites sont déjà couverts sur quatre dans une période de six mois. Un seul site reste à rendre opérationnel. Nous nous sommes

engagés auprès de l'ARPCCE à tenir les délais dans les six prochains mois », a déclaré Max Bouhoyi, directeur de la Régulation et des affaires juridiques chez l'opérateur Airtel Congo.

Bien que les opérateurs se soient défendus, le régulateur, par la voix de son directeur général par intérim, Victor Mabila, a prononcé une mise en demeure de six mois à l'endroit de MTN et Airtel en ce qui concerne l'imperfection du réseau dans certaines localités pourtant testées depuis la campagne QoS de septembre 2021, mais encore défectueux à ce jour. Les opérateurs ont six mois pour améliorer les services, a rappelé Benjamin Mouandza, qui a évoqué le respect des cahiers des charges tout en se félicitant des progrès réalisés par ces derniers sur les ancrages constatés dans ces zones en termes de couverture en réseau. Ceci, grâce aux mises en demeure qui insufflent des élans d'obligation au risque pour eux de recevoir des sanctions multiples prévues par la loi.

Quentin Loubou

SOREMI SA

Avis d'appel d'offres pour le projet d'exploration géophysique
Numéro d'appel d'offres : GGB2022-05-WT

SOREMI SA prévoit de mener une exploration géophysique sur ses permis en 2022. Les entreprises intéressées et répondant aux exigences de cette annonce sont invitées à participer à l'appel d'offres.

1. Contenu du projet

En 2022, les projets d'exploration géophysique de SOREMI SA se répartissent principalement sur deux parties : zone d'exploration Luangu-Kissongo sur le permis de recherche Yanga-Koubenza et zone d'exploration Mankala sur le permis de recherche Sonel-Louamb. Le contenu de ce travail d'exploration géophysique est une mesure d'échelle d'excitation géophysique 1:25000. Période de service d'exploration : 1er août 2022 au 30 avril 2023.

2. Instructions pour les soumissionnaires

Le soumissionnaire a la qualification pour l'enregistrement dans le pays (région) où se trouve le soumissionnaire, et le capital social n'est pas inférieur à 3 004 000 dollars américains. Les soumissionnaires peuvent obtenir la version électronique des documents d'appel d'offres auprès de la personne de contact du 2 juin 2022 au 8 juin 2022 avant 16h00, et le prix des documents d'appel d'offres est de 30 USD. Matériel et prérequis à fournir lors de l'inscription :

- (1) Procuration autorisée de la personne morale (copie scannée avec cachet officiel)
- (2) Pièce d'identité de mandataire (copie scannée avec cachet officiel)
- (3) Licence commerciale d'entreprise (copie scannée avec cachet officiel)
- (4) Certificat de qualification d'entreprise (copie scannée de l'original); les entreprises soumissionnaires doivent fournir la qualification d'enregistrement et la qualification du pays où elles sont situées (copie scannée de l'original).
- (5) Documents d'exécution d'au moins 3 travaux d'exploration géophysique similaires (copie scannée des contrats)
- (6) Pièce justificative de paiement des dossiers d'appel d'offres (copie scannée avec cachet officiel)
- (7) Formulaire d'inscription du soumissionnaire (chinois, anglais ou français)

Veuillez envoyer les copies scannées ci-dessus à l'email: wei.wang@soremi.net (adjudicateur); le formulaire d'inscription du soumissionnaire doit être préparé en Word modifiable, et le titre de l'e-mail doit être comme suivant: nom du projet + nom de soumissionnaire.

3. Soumission et ouverture des offres

1. Date et heure limite de soumission des offres : 13h00 du 22 juin 2022. Veuillez participer à la réunion d'ouverture des offres en même temps (en cas de modification, il sera notifié séparément). Les offres reçues en retard ou non conformes ne seront pas acceptées.

2. Heure d'ouverture des offres: 14h00 du 22 juin 2022. Il sera notifié séparément en cas de modification.

4. Contact

Adjudicateur : SOREMI SA
Contact en Chine : Wang Wei
Tél : +8613911330968 Email: wei.wang@soremi.net ;
Contact au Congo : Pan Deng
Tél : 00242-056303618 Email: deng.pan@soremi.net.

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES
CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

ENVIRONNEMENT

Le gouvernement encourage la fabrication des pavés en plastique

Le gouvernement a honoré, le 4 juin dernier dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de l'environnement, l'association « Le partenaire 381 » qui recycle depuis près de dix ans les casses de bouteilles issues des Brasseries du Congo (Brasco) et les déchets plastiques.

Située dans le quartier Kombé, dans le 8^e arrondissement de Brazzaville, Madibou, la start-up d'une dizaine de membres accomplit une œuvre originale sous la conduite de son président, Stefin Ntikouloulou, en utilisant les déchets issus de certains unités industrielles selon le principe du pollueur-payeur. Accompagnée des partenaires au développement durable, à la protection de l'environnement et des responsables des Brasco, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan Nonault, a visité les installations et apprécié le labeur qui s'exécute avant de remettre quelques machines et autres intrants à la start-up.

Selon des témoignages, les tessons de bouteilles et des déchets plastiques sont une matière première alternative au gravier dans la fabrication des pavés dont quelques spécimens ornent déjà l'esplanade de la maison commune de Mougali. « Nous avons des déchets qui arrivent de partout. Des sociétés qui sont dans l'embouteillage plastique dont Ragec, Globaline. Une fois arrivés, nous les récupérons et nous les amenons dans la salle de broyage; l'aire de stockage du plastique et des bouteilles. Ce sont des pionniers à qui il faut donner le soutien pour



permettre de faire d'autres émules et grandir: Ces déchets, nous les broyons et les utilisons à la place du gravier; une fois en granulés, dans le ratio qui nous sert à produire les pa-

vés », a expliqué Stefin Ntikouloulou.

Du côté du gouvernement, l'on se félicite d'un partenariat triptyque qui regroupe l'Etat, le partenaire Brasco et le Programme

des Nations unies pour le développement. « Nous sommes venus soutenir l'initiative du secteur informel qui est un bel exemple dans la gestion durable des matériaux non dé-

gradables. Ici, l'exemple c'est le système du pollueur-payeur. L'Etat fait obligation à ceux qui produisent les matériaux non biodégradables de bien pouvoir les recycler parce que la fondation Brasco, précurseur de ce genre de financement, accompagne ce jeune entrepreneur pour gérer les déchets plastiques et de verre afin de produire les pavés », a laissé entendre la ministre en charge des questions environnementales.

Notons que l'édition 2022 de la Journée internationale de l'environnement a été ponctuée, le 5 juin, par une marche verte pour la planète. En effet, partie de la maison commune du quatrième arrondissement de Brazzaville, Mougali, cette parade a duré environ une heure et demie. Elle a été conduite par les ministres en charge de l'Environnement, Arlette Soudan Nonault; de l'Enseignement général, Jean Luc Mouthou; de l'Energie et de l'Hydraulique, Honoré Sayi; et a mobilisé des responsables des agences du système des Nations unies au Congo et des citoyens ordinaires. Les marcheurs ont eu pour point de chute la préfecture de Brazzaville, en passant par le rond-point de Mougali, la rue Mbochi, le CEG Nganga-Edouard.

Parfait Wilfried Douniama

Des journalistes éclairés sur les enjeux climatiques

L'ambassade de France, en partenariat avec l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille, organise, du 7 au 9 juin, à Brazzaville, une nouvelle formation sur le traitement médiatique des enjeux climatiques.



Des journalistes en formation/Adiac

Les journalistes participant à la formation seront éclairés, pendant trois jours, sur plusieurs thèmes, entre autres, les enjeux climatiques et les questions environnementales ; les politiques sur les enjeux cli-

matiques et la protection de l'environnement en Afrique (la place de ces politiques au Congo, les alternatives pour le Congo); la place des enjeux climatiques dans les médias en Afrique (la spécificité du Congo), etc.

Cette formation permettra aux journalistes (radio, télévision, presse écrite et autres) de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans le changement climatique, et d'informer sur ce qui se passe concrètement

sur la planète, d'expliquer de façon pédagogique la nature des événements qui ont lieu et pourquoi ils se produisent. Elle sera une opportunité afin de comprendre les enjeux et trouver des angles diversifiés pour un traitement de l'information équilibré qui encourage la population à prendre conscience et à bien agir en vue de préserver l'environnement.

Enfin, la formation permettra aussi aux journalistes d'être éclairés sur les causes, les facteurs aggravants ainsi que les conséquences du changement climatique tant sur l'homme que sur la biodiversité. L'occasion leur est offerte de se

faire une idée sur les efforts entrepris par les pays dans la lutte contre le changement climatique.

Dans un communiqué, l'ambassade de France a expliqué qu'au cours des décennies à venir, « nous allons collectivement être confrontés, de manière croissante, aux défis imposés par les changements climatiques. Ces défis rendent fondamental l'éclairage de l'actualité et des décisions politiques par une information climatique de qualité et bien maîtrisée ».

Signalons que le premier module sur la formation s'est déroulé le 19 mai dernier par visio conférence.

**Yvette Reine Nzaba
et Bruno Okokana**

VIE ASSOCIATIVE

La Mutrado veut s'arrimer à la modernité

La Mutuelle des travailleurs de douanes (Mutrado) tient, du 8 au 10 juin à Brazzaville, son assemblée générale électorale au cours de laquelle elle souhaite apporter plus de visibilité et de modernité à son action afin de s'élargir de plus belle.



Les membres de la Mutrado/Adiac

Plusieurs documents et textes régissant la Mutrado seront examinés et adoptés au cours des assises. Les participants profiteront de l'occasion pour renouveler le bureau exécutif et le Conseil d'administration. Selon le président de ce conseil, Gilbert Missoni Missoungala, la Mutrado doit sortir de la gestion traditionnelle. « Notre mutuelle doit s'arrimer à la modernité, se restructurer et s'allier aux mutuelles internationales », a-t-il dit.

Ouvrant les travaux, au nom du directeur général des douanes, le directeur des affaires administratives et financières, Cyriaque Yoka, a estimé qu'une vraie renaissance de la Mutrado est nécessaire. « Les agents des douanes congolaises qui émergent sous nos yeux n'attendent pas nos hésitations, ils attendent nos actions. Pour cela, nous devons susciter quelques changements qui sont le terreau de l'action de la mutuelle, comme nos valeurs sont la graine », a indiqué Cyriaque Yoka. Il a ajouté que le défi n'est pas seulement de gagner la bataille du renouvellement des instances de la mutuelle, mais aussi de remporter celle de l'alternative, de l'amélioration de la gouvernance.

Organisé sur le thème « La gestion prévisionnelle des prestations sociales, un enjeu majeur pour la pérennité de la mutuelle », ce moment de partage qui réunit les délégués de la direction générale, des directions départementales et les syndicats mettra fin au mandat de trois ans du bureau exécutif.

La Mutrado est, en effet, une œuvre sociale d'entraide et d'assistance mutuelle. Elle a pour but de renforcer l'esprit de corps et de solidarité entre ses membres et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des agents des douanes et de leurs familles.

Rude Ngoma

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'ACDS sensibilise les riverains des zones d'érosion

Dans le cadre de la célébration, en différé, de la Journée mondiale de l'environnement, les membres de l'Association arche congolaise pour le développement social (ACDS) et les responsables de quelques organisations de la société civile ont effectué une descente dans les lieux d'érosion afin de conscientiser les habitants sur les comportements à adopter pour lutter contre ce phénomène. « L'ACDS, toujours dans la lutte contre le changement climatique, a effectué une descente de terrain avec le comité du quartier pour s'enquérir de l'avancée des érosions à Massengo, sur l'avenue Bito trois poteaux. Cette descente a fait l'objet d'une sensibilisation à propos des comportements facteurs de ce phénomène », a indiqué Celsa Vital Ngassaki, le président de cette structure.

Notons que l'ACDS est une organisation qui milite pour la promotion de l'agriculture, de l'élevage ainsi que le respect des droits de l'homme et la protection de l'environnement. La Journée internationale de l'environnement est célébrée chaque 5 juin.

R.Ng.

EXAMEN D'ETAT

Plus de cent trente mille candidats passent le CEPE

Après les épreuves orales qui ont eu lieu les 7 et 8 juin, 135 186 candidats passent les épreuves écrites du Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) le 9 juin sur toute l'étendue du territoire national. Habituellement, l'évaluation se fait au même moment dans les écoles consulaires à Luanda et au Cabinda (Angola) et en Chine.



Les épreuves du CEPE se déroulent ce 9 juin/Adiac

Mathématiques, dictée, questions de cours, l'art plastique font partie des matières sur lesquelles les candidats seront

évalués. Pour ceux qui vont s'admettre, le CEPE leur ouvrira les portes du collège l'année scolaire prochaine.

Au moment où les candidats au CEPE passent les épreuves, ceux aux autres examens d'Etat qui débiteront dans les prochains jours se préparent. Les épreuves écrites du baccalauréat général, en effet, auront lieu du 21 au 24 juin. Le Brevet d'études du premier cycle est prévu du 19 au 22 juillet. S'en suivra le concours national d'entrée en classe de sixième aux lycées d'excellence de Mbounda et d'Oyo.

Lors de sa descente à Pointe-Noire pour échanger avec les acteurs du système éducatif, quelques jours avant les épreuves orales du CEPE, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, se disait satisfait des préparatifs des examens d'Etat, à commencer par celui-ci.

Rominique Makaya

TOURISME

Le Pnud réitère son engagement à soutenir le Congo

Le représentant du Programme des Nations unies (Pnud) au Congo, Maleye Diop, a signé, le 8 juin à Brazzaville, un plan de travail pluriannuel 2022-2023, avec la ministre du Tourisme et des Loisirs, Destinée Hermella Doukaga.

Le plan a été élaboré par les deux parties conformément aux orientations de la Stratégie nationale de développement du tourisme et du Plan national de développement (PND) 2022-2026, a expliqué le directeur général du Tourisme et de l'Hôtellerie, Bruno Gervais Ibata, dans sa présentation. Il vise à bâtir une économie diversifiée et résiliente à travers les secteurs porteurs de croissance. Ce plan est structuré en sept cibles opérationnelles pour un montant de 536 596 133 FCFA et prévoit la promotion des produits d'écotourisme à travers l'organisation d'un atelier de sensibilisation et d'échange sur les opportunités de développement écotouristique, la valorisation des produits écotouristiques de la zone de développement touristique du nord...

Après avoir approuvé le document, le représentant du Pnud, Maleye Diop, a souligné le rôle que les deux parties pourront

jouer mutuellement pour accompagner des efforts du gouvernement.

Selon lui, le fait que le PND 2022-2026 porte ses priorités sur le tourisme montre que les autorités congolaises considèrent ce secteur pour la relance de l'économie.

Par ailleurs, il a rappelé les différentes actions réalisées, notamment dans l'appui à la réduction de la pauvreté dans le secteur de la biodiversité dans quarante terroirs adjacents aux zones périphériques qui sont des aires protégées potentielles touristiques entre les deux Congo, le Gabon, la Centrafrique ainsi que dans les Plateaux Batéké, à Léfini.

Selon lui, l'approche entre les deux parties permettra aux communautés locales, autochtones riverains de ces zones de réduire la question du braconnage et aussi du délabrement des produits de l'écotourisme.

« Le Pnud assure le gouver-

nement de sa disponibilité à continuer d'apporter leur partenariat et à ouvrir ensemble un nouveau chantier pour accompagner le ministère dans la mise en œuvre du plan national développement », a-t-il déclaré.

La ministre Destinée Hermella Doukaga, pour sa part, a indiqué que le tourisme congolais est encore embryonnaire en raison des insuffisances des investissements depuis des années.

« Nous avons décidé de relancer l'économie dans une perspective de diversification, tout en comptant faire du tourisme l'un des moteurs de croissance », a-t-elle indiqué.

Elle a annoncé que le PND, en termes d'investissement pour le lancement du tourisme, a prévu une enveloppe de 1 068 milliards FCFA, sachant que la capacité de l'Etat en ce qui concerne les ressources propres s'élève à hauteur de 218 milliards.

Lydie Gisèle Oko

ECOLE DE DROIT
OSEZ L'EXCELLENCE

Groupe ISM, leader et pionnier de la formation en Afrique de l'Ouest !

Droit des Affaires - Contentieux et Recouvrement - Administration publique - Droit privé fondamental
Fiscalité - Passation des marchés - Droit de la Santé et Management des Structures de Santé - Droit des Affaires
Droit et Gouvernance des Énergies et des Mines - Droit notarial et Gestion du Patrimoine Droit de l'entreprise
Droit maritime et Management des Activités portuaires

7-2221 33 340 74 77
info@ism.edu.ci
+242 76 234 19 40
www.ismgroup.com

30 ans

COOPÉRATION

Israël s'emploie au réchauffement de ses relations avec l'Afrique

Après la normalisation de ses relations avec certains pays arabes ainsi qu'avec le Maroc et le Soudan, l'Etat hébreux se relance depuis quelque temps sur le continent pour renforcer sa coopération dans plusieurs domaines dont l'agriculture, l'économie, l'énergie, la lutte contre le terrorisme et les nouvelles technologies. L'objectif est d'obtenir un soutien accru des pays africains dans les enceintes internationales.

Dans le cadre de cette ambition, un colloque s'est tenu en mai dernier à Paris sur les « défis et les opportunités » d'un « retour d'Israël en Afrique ». Le ministre israélien des Affaires étrangères estime que cela est une « priorité » pour son pays. « Notre classe dirigeante est désireuse de pouvoir approfondir notre relation avec l'Afrique et les opérateurs économiques sont à la recherche aussi de partenariats », indique de son côté l'ambassadeur d'Israël au Sénégal, Ben Burgel, ajoutant que c'est une période de « pleines promesses et d'attentes ».

Israël et l'Afrique entretenaient de bonnes relations dans les années 1960, notamment après l'accession à l'indépendance de certains Etats du continent. Celles-ci ont été rompues en 1973 par tous les pays membres de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), l'ancêtre de l'Union africaine, en solidarité avec l'Égypte dont une partie du territoire, le Sinaï, était occupée par l'armée israélienne à la suite de

la guerre de Kippour. Il faudra attendre les années 1990 pour que certains liens soient restaurés. Israël entretient aujourd'hui des relations diplomatiques avec une quarantaine d'Etats africains. Grâce à son offensive diplomatique, l'Etat hébreu a obtenu en 2021 le statut d'observateur au sein de l'organisation panafricaine malgré l'opposition de l'Afrique du Sud et de l'Algérie.

« Dans l'ensemble, Israël a définitivement fait des percées en Afrique », estime Steven Gruzd, de l'Institut de relations internationales d'Afrique du Sud, évoquant des liens forts « avec des Etats d'Afrique de l'Est comme le Kenya, l'Ouganda, l'Éthiopie et le Rwanda ». Pour l'ancien ambassadeur d'Israël en France et aux Nations unies, Yehuda Lancry, au-delà des enjeux économiques et sécuritaires, Israël vise un objectif bien précis sur le continent africain. Le périple de Benjamin Netanyahu de 2017 dans certains pays africains « avait pour objectif le raffermissement de la

présence d'Israël en Afrique, notamment pour qu'Israël au sein des enceintes internationales et surtout de l'Assemblée générale de l'ONU puisse disposer d'un meilleur vecteur de soutien des pays africains », rappelle-t-il.

L'expertise multisectorielle israélienne recherchée par les Etats africains

L'objectif de l'Etat hébreux a été « largement rempli », selon Benjamin Augé, chercheur à l'Institut français des relations internationales à Paris et auteur d'un rapport en 2020 portant sur les relations Israël-Afrique.

« Certains pays africains sont géographiquement stratégiques. Depuis la création d'Israël, le pays entretient une relation spéciale avec le Kenya. Ou encore l'Éthiopie, qui est une fenêtre ouverte sur la mer Rouge, un lieu de passage stratégique pour Israël au niveau commercial et sécuritaire », explique Anne-Sophie Sebban-Bécache, docteur en géopolitique et di-

rectrice de l'American Jewish Committee Paris.

L'agriculture et l'expertise technologique figurent parmi les domaines de compétence israéliens les plus prisés sur le continent africain. « Il y a des signes de projets à venir développés par Israël pour encourager des start-up à émerger en Afrique », affirme la chercheuse. S'agissant particulièrement du secteur agricole israélien, elle relève qu'il dispose d'une expertise technologique pointue en matière de culture en milieu aride, de production d'énergies renouvelables et de gestion de l'eau. « Israël a cherché dès sa création à atteindre l'autosuffisance et à développer l'agriculture, tout en devant composer avec un climat désertique. D'ailleurs, avant l'établissement de relations diplomatiques entre l'État hébreu et les pays du continent, les premiers contacts se sont d'abord noués entre l'Agence d'aide au développement israélienne de l'époque et les gouvernements africains. De

nombreux Africains se sont formés en Israël sur des techniques agricoles », poursuit Anne-Sophie Sebban-Bécache. Dans le domaine de la sécurité, l'expertise antiterroriste israélienne est aussi de plus en plus recherchée en Afrique de l'Ouest et de l'Est, tout comme son arsenal militaire. « Déjà en 2013, lorsqu'un centre commercial de Nairobi au Kenya a été victime d'une attaque des islamistes somaliens shebab, des signes de coopération entre les unités d'élite anti-terroristes israéliennes et le gouvernement kenyan ont été perçus », rappelle David Khalifa, chercheur à la Fondation Jean-Jaurès. « Le rétablissement, dans quelques mois ou quelques années, des relations entre Israël et les pays du G5 Sahel pourrait conduire la France à revoir sa stratégie dans le domaine de la lutte contre le djihadisme en coopérant davantage avec les Israéliens pour contrer notamment l'influence grandissante des Russes », note-t-il.

Nestor N'Gampoula

AFRIQUE DE L'OUEST

La Cédéao reporte la décision sur les sanctions en juillet...

Les dirigeants ouest-africains, réunis le 5 juin à Accra, au Ghana, se sont séparés sans s'entendre sur les sanctions à l'encontre de la junte au Mali, au Burkina Faso et en Guinée. Ils se retrouveront le 3 juillet prochain dans la même ville.

Les dirigeants des Etats membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) se retrouvaient pour décider d'atténuer ou de durcir les sanctions contre les trois pays où les juntes n'entendent pas quitter le pouvoir.

« Ce sommet réexaminera et évaluera la situation au Mali, en Guinée et au Burkina Faso à la lumière des récents événements dans la région et du contexte global qui affectent nos pays », avait dit le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, à l'ouverture de la session en présence des chefs d'Etat de la plupart des quinze pays membres, sauf ceux des trois pays concernés.

Les travaux se sont poursuivis à huis clos. Il s'agissait en particulier de dire si les sévères mesures

de rétorsion infligées au Mali, le 9 janvier, pour stopper le projet des militaires de gouverner cinq années de plus étaient maintenues, allégées, voire levées.

Le Burkina Faso, autre pays sahélien pris dans la tourmente jihadiste, et la Guinée ne sont pour l'heure que suspendus des organes de la Cédéao. Mais les juntes en place entendent y rester trois ans.

L'Afrique de l'Ouest a vu se succéder les coups de force des colonels et lieutenants colonels en moins de deux ans. Depuis 2020, la Cédéao, alarmée du risque de contagion dans une région vulnérable, multiplie les sommets, les médiations et les pressions pour accélérer le retour des civils à la tête de ces pays. Mais elle se heurte aux résistances des nouveaux hommes forts, qu'il s'agisse du colonel Assimi

Goïta au Mali, du colonel Mamady Doumbouya en Guinée ou du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, qui se sont tous fait investir présidents.

Les nouveaux dirigeants invoquent la gravité des crises auxquelles ils sont confrontés, sécuritaire au Mali et au Burkina, sociale et politique dans les trois pays.

Dans la foulée du sommet, les chefs d'Etat ont désigné Jean-Claude Kassi Brou, l'actuel président de la commission de la Cédéao, comme nouveau gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Economiste, ancien ministre et ancien fonctionnaire de la BCEAO, 69 ans, il succède à son compatriote Tiémoko Koné, devenu vice-président de la Côte d'Ivoire, en avril dernier.

Yvette Reine Nzaba

... Et regrette le décret de la junte sur le retour à un pouvoir civil

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a regretté que la junte malienne n'ait pas attendu la fin de négociations pour fixer l'échéance d'un retour des civils au pouvoir.

En réaction à la signature lundi par le chef de la junte malienne, le colonel Assimi Goïta, d'un décret stipulant que les militaires gouverneraient jusqu'en mars 2024 avant de rendre le pouvoir aux civils à l'issue de la période de transition alors que la junte et la Cédéao étaient toujours en discussion sur la durée de cette transition, la Cédéao a déclaré, mardi soir, prendre acte du décret en regrettant que cette décision ait été prise à un moment où se tiennent les négociations pour parvenir à un consensus.

Le médiateur de la Cédéao, le Nigérian Goodluck Jonathan, poursuivra cependant les échanges avec les autorités du Mali en vue de parvenir à un calendrier mutuellement acceptable, a-t-elle conclu.

Maintenant que la durée de la transition est fixée, « l'élaboration d'un chronogramme est fort aisée, en tout cas sa publication est imminente », a affirmé le colonel Maïga. Elle est suspendue à l'adoption du projet de loi électorale par le Conseil national de transition, a-t-il ajouté.

Rappelons que la Cédéao fait pression depuis la prise du pouvoir par les militaires en août 2020 pour un retour rapide des civils à la tête du pays. Elle a accordé jusqu'alors seize mois supplémentaires aux militaires et réclame de la junte un calendrier détaillé des actions à mener pour tenir les élections, et lèvera les sanctions à mesure que ces actions auront été accomplies.

D'après AFP

COOPÉRATION

Relance de la conférence des ministres africains des pays atlantiques

Les ministres des Affaires étrangères des pays africains ayant en partage l'océan Atlantique se sont réunis, le 8 juin à Rabat, au Maroc, en vue de renforcer la coopération et trouver des solutions aux défis auxquels est confronté leur espace.

Sur vingt-deux ministres attendus, quinze ont pu effectuer le déplacement de la capitale marocaine. A l'ouverture des travaux, le ministre marocain en charge des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a souligné l'importance de préserver les potentialités de l'Atlantique.

L'Afrique atlantique, a-t-il indiqué, possède tout pour être une zone de paix, de solidarité et de prospérité. « Les vingt-trois pays atlantiques que nous sommes représentés 46% de la population africaine. Notre espace concentre 55% du produit intérieur brut du continent ; nos économies réalisent 57% du commerce de l'Afrique », a fait savoir Nasser Bourita.

Il a, en outre, évoqué les défis sécuritaires, environnementaux et économiques se présentant aux pays africains atlantiques, notamment la piraterie maritime, la pollution, l'exploitation illégale des ressources marines, la criminalité transfrontalière, la pêche et le trafic illicites.

« Nous devons agir collectivement, pour répondre aux impératifs de sécurité, de développement durable et de prospérité de notre espace », a déclaré le chef de la diplomatie marocaine, ajoutant que la criminalité transnationale résulte du faible maillage sécuritaire,



Les participants à la conférence de Rabat, au Maroc/DR

« Nous devons agir collectivement, pour répondre aux impératifs de sécurité, de développement durable et de prospérité de notre espace »

de la faiblesse de la présence étatique, de la porosité frontalière et de l'instabilité politique et institutionnelle.

L'espace atlantique africain

est nanti de ressources halieutiques, hydrocarbures et autres susceptibles de favoriser l'éclosion socioéconomique des Etats. Pour ce faire, les pays

devraient parler le même langage, coordonner leurs actions et politiques dans les domaines de la sécurité et de la sûreté maritimes, de la lutte contre les

actes répréhensibles en milieu marin, de protection et de gestion rationnelle concertée de l'environnement maritime.

Le ministre des Affaires étrangères du Cap-Vert, Rui Alberto de Figueiredo Soares, pour sa part, a rappelé la vulnérabilité des pays africains insulaires face à la montée des eaux, tout en estimant que la rencontre de Rabat augure des meilleurs lendemains pour l'espace étant donné qu'elle se déroule en marge de la Journée mondiale de l'océan.

La formation et l'entraînement des gardes-côtes, le partage des expériences et autres modes de coopération font partie des initiatives pouvant permettre aux pays d'atteindre leurs objectifs et de tirer meilleur parti du potentiel maritime de l'Atlantique. Pour le ministre nigérian des Affaires étrangères, Geoffrey Onyeama, les pays concernés sont tenus d'associer leurs efforts afin de pouvoir disposer des moyens nécessaires de financement de la lutte contre les organisations criminelles opérant le long de la côte atlantique africaine.

L'initiation de la relance de la coopération entre les pays africains atlantiques remonte à plusieurs années et émane de sa majesté le roi Mohammed VI du Maroc.

Christian Brice Elion



SOIRÉE RUMBA CONGOLAISE

à la Terrasse du Musée
Galerie du Bassin du Congo
Centre-ville (dans l'enceinte du journal Les Dépêches de Brazzaville)

17 JUIN
de 18H à 22H

RÉSERVATION
05 556 86 01 / 04 479 69 50
brazzaaccueil@gmail.com



DJOSON PHILOSOPHE & SUPER NKOLO MBOKA

Parade des sapeurs

PAF **10.000** FCFA
une conso offerte

NOMBRE DE PLACES LIMITÉ






CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE




Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com
www.fondationgotene.com

COOPÉRATION

La RDC et la Belgique regardent désormais dans la même direction

Construire l'avenir en synergie parfaite et regarder dans la même direction, tel est le leitmotiv qui, dorénavant, devra caractériser les relations entre le Royaume de Belgique et la République démocratique du Congo (RDC). C'est autour de ce message fort que s'est cristallisé le tête-à-tête, le 8 juin, à Kinshasa entre le président Félix-Antoine Tshisekedi et le roi Philippe au Palais de la nation.

Pour le chef de l'Etat congolais qui s'exprimait devant la presse des deux pays à l'issue de l'entretien, c'est important de redynamiser les relations entre la RDC et son ancienne métropole, la Belgique, qui passe pour être la porte d'entrée de l'Europe politique, diplomatique et des affaires. Dès lors, le futur que les deux nations veulent désormais bâtir ensemble aura été au centre des discussions, a révélé le président Félix Tshisekedi, tout en mettant en sourdine un passé, à la fois glorieuse et douloureuse, dont il s'est gardé de ressasser les souvenirs.

Au nombre des secteurs censés être impulsés au nom d'une coopération belgo-congolaise redynamisée et fructueuse, le président de la République a cité, entre autres, l'éducation, la santé, les infrastructures, les assurances, les banques. En termes de priorités pour lesquelles la RDC attend un accompagnement de la Belgique, Félix Tshisekedi a mis une emphase particulière sur la stabilité du pays sans laquelle toute perspective de paix serait illusoire.

Tout en se félicitant de la reprise de la coopération militaire entre la RDC et la Belgique, le chef de l'Etat congolais a également épinglé, entre autres, les difficultés du quotidien que traverse le peuple congolais avec, à la clé, le Programme de développement des cent quarante-cinq territoires. Là-dessus, a-t-il indiqué, la Belgique peut faire valoir son expertise dans certaines sections qui offrent maintes opportunités d'investissements.

Pour le Premier ministre belge, Alexander de Croo, deux messages essentiels sous-tendent la visite du couple royal belge en RDC. Outre le regard à porter sur le passé pour y tirer les enseignements susceptibles d'entrevoir l'avenir avec optimisme, il a cité l'amélioration significative du sort de la population congolaise. Il a promis l'accompagnement de son pays, notamment dans la lutte contre la corruption, la réforme du système judiciaire et d'autres en cours initiées par le gouvernement congolais. L'officiel belge a fait part de la volonté de son pays d'écrire une nouvelle page d'histoire avec la



Le couple royal belge accueilli à l'aéroport de N'Djili

RDC, ou mieux, de construire quelque chose de fructueux pour le bénéfice des peuples des deux pays.

Evoquant la situation à l'est de la RDC actuellement en proie à une forte tension, le Premier ministre belge a indiqué que ce pays a le droit de défendre son intégrité territoriale aujourd'hui menacée, tout en

ajoutant que la Belgique était prête à jouer un certain rôle aux fins de rétablir les équilibres rompus.

Le passage du roi Philippe au Palais de la nation, un site historique chargé de signification, a été ponctué par la visite de la salle du congrès où, un certain 30 juin 1960, l'acte de l'indépendance fut rendu public en

présence du roi Baudouin ainsi que par la plantation de deux arbustes au jardin pour symboliser un nouveau départ dans les relations belgo-congolaises. La présence remarquée de la distinguée première dame Denise Nyakeru et de la reine Mathilde aura donné une saveur particulière à ces activités.

Alain Diasso

HOMMAGE

Le roi Philippe décore le caporal Kunyuku

La première symbolique de la visite du couple royal belge à Kinshasa est, incontestablement, la décoration par le roi Philippe du caporal Kunyuku, ancien combattant de la Force publique de l'époque coloniale.

La cérémonie, haute en couleur, s'est déroulée le 7 juin à Kinshasa au croisement des avenues Force publique et Gambela, dans la Commune de Kasa Vubu. Précédant le couple royal, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, accompagné de son épouse, Denise Nyakeru Tshisekedi, a pris place à la tribune d'honneur érigée pour la circonstance. Après l'arrivée du souverain belge et les honneurs militaires dus à son rang, le couple présidentiel l'a accueilli avant l'exécution des hymnes de la République démocratique du Congo (RDC) et de la Belgique. Le mot de bienvenue a été lu par le ministre congo-



Le roi Philippe décorant le caporal Kunyuku

lais de la Défense. Il a profité pour rappeler l'histoire commune et le destin commun du Royaume de la Belgique et de la RDC, ayant influencé considérablement la géopolitique

mondiale du XXe siècle. Gilbert Kabanda Kurhenga a, ensuite, noté l'importance du geste qui est un hommage pour les deux nations et, particulièrement, à ceux ayant sacri-

fié leur vie pour Kinshasa et Bruxelles, non sans parler de la première victoire des Forces publiques à Tabora, sous le commandement du général Thomber, face à l'Alle-

magne nazie.

Enfin est intervenu le moment attendu par tous, la décoration du caporal Kunyuku, juste après le rappel historique des Forces publiques lu par le colonel Cuupers dont ce dernier constitue le seul témoin vivant congolais. Après avoir eu un entretien fraternel avec la « star » du jour, le roi a rejoint la tribune pour repartir saluer le caporal Kunyuku en compagnie de la reine Mathilde et le couple présidentiel congolais. Cet événement est historique non pas seulement pour le décoré du jour, mais surtout dans les vieux rapports entre la RDC et la Belgique.

A.D.

PARLEMENT

Les sénateurs du FCC boudent l'examen de la loi électorale en seconde lecture

De la même manière que les députés du Front commun pour le Congo (FCC) ont boudé, en première lecture, l'examen de la proposition de loi du G13 portant modification de la loi électorale, les sénateurs de ce même bloc politique ont, à leur tour, boycotté ladite loi dont l'examen en seconde lecture se fait attendre.

Le 7 juin, les sénateurs ont suspendu leur participation à toutes les activités liées à l'examen de la proposition de loi portant modification de la loi électorale, dont les grandes options avaient été levées en première lecture à la chambre basse du Parlement. Cette prise de position des sénateurs du FCC serait, d'après eux, la conséquence de l'attitude de l'Union sacrée pour la nation (USN), l'actuelle majorité, tendant à effectuer un passage en force pour amener le pays à des élections non transparentes ni consensuelles. Dans une déclaration lue le même jour sur le perron de l'hémicycle, les sénateurs du FCC ont dénoncé « le manque de volonté politique de l'Union sacrée d'offrir au peuple congolais des élections véritablement démocratiques,

dans les délais constitutionnels, en cautionnant des scénarios politiques susceptibles de replonger le pays dans une crise sans précédent ».

Ces cadres de la famille politique de Joseph Kabila sont allés plus loin en remettant en cause la volonté de l'actuel pouvoir d'organiser des élections libres, démocratiques et transparentes. « Sauf à faire preuve de naïveté politique suicidaire, il est clair que l'intention de l'Union sacrée de la nation est tout, sauf d'organiser des scrutins transparents et inclusifs dans le délai constitutionnel », peut-on lire dans cette déclaration des sénateurs du FCC. Ces derniers imputent, par ailleurs, au FCC une certaine velléité à cautionner « des scénarios politiques susceptibles de replonger le



Des sénateurs en plénière

pays dans une crise sans précédent ».

En dépit des multiples appels à une recherche sérieuse de consensus sur le processus électoral, ils estiment que l'US a délibéré-

ment opté pour un passage en force au niveau de l'Assemblée nationale et qu'elle s'apprête à faire de même à la chambre du haute du Parlement. Plusieurs d'entre ces sénateurs n'hé-

sitent pas d'évoquer une « tricherie programmée qui ne pourra que déboucher sur des tensions supplémentaires dans le pays déjà meurtri ».

Alain Diasso

MINOVA

La pêche sur le lac Kivu suspendue

L'administrateur du territoire de Kalehe, dans le Sud-Kivu, Dédé Mwamba, a suspendu, le 6 juin, la pêche à Minova, sur le lac Kivu, à la suite de la découverte de nombreux poissons morts.

Selon Dédé Mwamba, la mesure a été prise afin de préserver la santé de la population qui s'adonne à la consommation du poisson. Il a assuré qu'une équipe d'experts a été dépêchée le même jour sur les lieux afin de prélever les échantillons sur les poissons et autres espèces aquatiques découvertes mortes et qui flottent sur les eaux à Minova sur le lac Kivu.

De son côté, la société civile de Kalehe dit craindre que la consommation de ces poissons retrouvés morts ne puisse avoir un danger sur la santé des habitants. « Le vendredi et le samedi derniers, la population a considéré ces poissons comme une manne tombée du ciel. Pour le moment,



Des pêcheurs dans des eaux de la RDCDR

ce phénomène commence à diminuer mais nous craignons qu'il y ait des conséquences sur la santé. Si ces poissons seraient toxiques, demain c'est la mort des habitants qui va suivre. Voilà pourquoi nous appelons les autorités à s'impliquer urgemment », a noté le président

du Cadre de concertation de la société civile de cette partie du pays, Delphin Birimbi, cité par 7/7.cd.

C'est depuis le 3 juin, précisons-le, que des poissons morts ont été découverts flottant sur le lac Kivu, vers Minova, en territoire de Kalehe.

Lucien Dianzenza

VARIOLE DU SINGE

L'OMS craint que le virus s'installe dans les pays non endémiques

Le risque est réel que le virus de la variole du singe s'installe dans les pays non endémiques, avec déjà mille cas signalés, a alerté, le 8 juin, l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« Le risque que la variole du singe s'installe dans des pays non endémiques est réel mais ce scénario peut être évité », a observé le directeur général de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en conférence de presse. Il a en conséquence encouragé les pays à augmenter leurs mesures de surveillance sanitaire pour identifier tous les cas et les cas contacts afin de contrôler cette flambée et prévenir la contagion. « Plus de mille cas confirmés de la variole du singe ont maintenant été signalés à l'OMS dans vingt-neuf pays où la maladie n'est pas endémique », a encore indiqué le directeur général. Mais aucun décès n'a été signalé dans ces pays, contrairement aux pays endémiques, parmi lesquels figurent le Nigeria et la République démocratique du Congo.

« L'OMS est particulièrement préoccupée par les risques que présente ce virus pour les groupes vulnérables, notamment les enfants et les femmes enceintes », a-t-il ajouté, en soulignant que les communautés qui vivent dans des pays où la variole du singe est endémique méritent de recevoir la même attention, les mêmes soins et le même accès aux outils pour se protéger de la maladie, qui se propage par contact proche.

L'OMS a souligné à plusieurs reprises que l'apparition soudaine et inattendue de virus dans les pays non endémiques suggère qu'il circulait depuis un certain temps déjà mais que sa transmission n'était pas détectée. L'organisation ne sait toutefois pas depuis combien de temps. Le vaccin contre la variole peut être utilisé pour la variole du singe avec un haut niveau d'efficacité mais la vaccination de masse n'est pas recommandée.

D'après AFP

PARTENARIAT

Kinshasa et Bruxelles renforcent leur coopération décentralisée

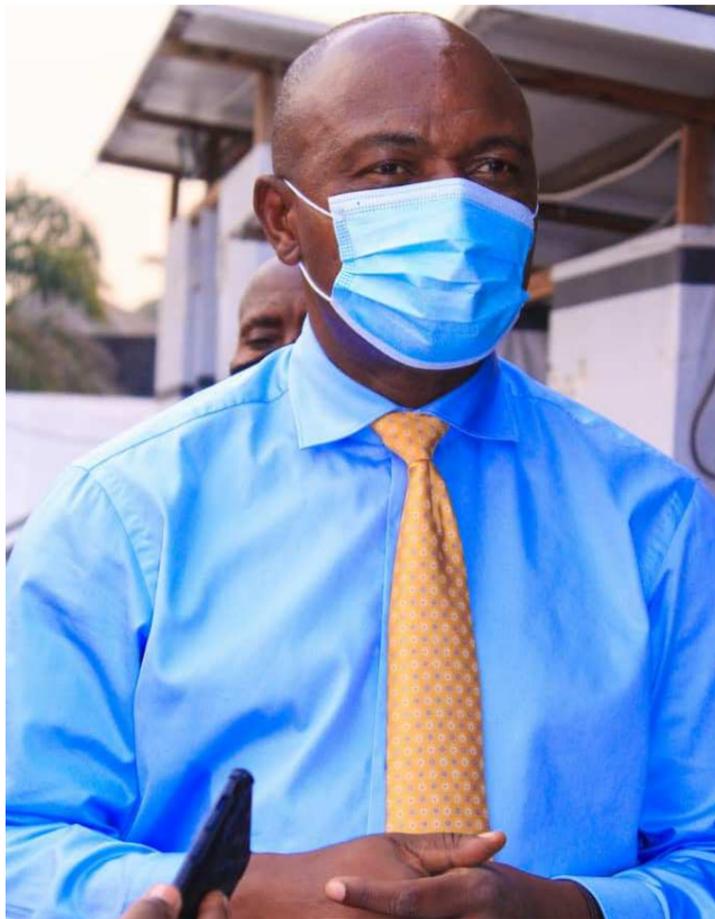
Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, est rentré le 6 juin de Bruxelles, en Belgique, où il a séjourné pendant six jours, à l'invitation du ministre président de la région bruxelloise-capitale, dans le cadre de l'accord de coopération conclu entre les deux villes.

A Bruxelles où il était arrivé le 30 mai dernier, Gentiny Ngobila, qu'accompagnait une forte délégation de l'exécutif provincial de Kinshasa, a eu une rencontre bilatérale avec son homologue, le ministre-président Rudy Vervoort, ainsi qu'avec le secrétaire d'État aux Relations internationales et du Commerce extérieur, Pascal Smet. Ensemble, ils ont passé en revue les différents points de coopération entre les deux villes dont certains ont été évoqués lors de la mission économique belge à Kinshasa, en mars dernier.

Au Parlement bruxellois, le gouverneur de la ville

de Kinshasa s'est entretenu avec le président Rachid Madrane. Ils ont évoqué la possibilité de collaboration des pouvoirs législatifs de Kinshasa et de Bruxelles.

Plusieurs visites ont été organisées à l'intention de la délégation de Gentiny Ngobila. Pour faire bénéficier Kinshasa de l'expérience de la Belgique dans les différents secteurs, le gouverneur et son équipe ont visité notamment le Centre de mobilité de Bruxelles, le Centre de tri de déchets, le site de Bruxelles-énergie et bien d'autres. À travers ces différentes visites, Gentiny Ngobila Mbaka a été édifié sur les avancements tech-



Le gouverneur Gentiny Ngobila

niques et technologiques de ces services bruxellois. Des partenariats seront conclus pour booster plusieurs secteurs, notamment celui des transports et de l'environnement à Kinshasa.

Dans le cadre de la matérialisation de la coopération entre les deux villes, Gentiny Ngobila a reçu du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la région Bruxelles-capitale du matériel pour le service d'incendie à Kinshasa. Il s'agit de quatre palettes de sept cents uniformes de tenue des pompiers et quelques véhicules anti-incendie.

Lucien Dianzenza

INFRASTRUCTURES

Lancement des travaux de modernisation de l'aéroport de Morongo

Le ministre de l'Aménagement du territoire, Guy Loando Mboyo, a posé le 7 juin la première pierre de modernisation de l'aéroport de Morongo à Bunia, en Ituri, en présence de ses collègues des Finances, Nicolas Kazadi, et des Transports et Voies de communication, Cherubin Okende.

Accueillie au pied de l'avion par le gouverneur militaire de la province de l'Ituri, le lieutenant général Jonny Luboya N'kashama, la délégation gouvernementale conduite par Me Guy Loando Mboyo a eu droit à une visite guidée de l'aéroport, avant le lancement des travaux de sa modernisation.

Le coup d'envoi de ces travaux marque l'accomplissement de la promesse du chef de l'État, Félix Tshisekedi, faite à la population de l'Ituri lors de son dernier passage dans ce coin du pays. Le ministre Guy Loando a souligné que la modernisation de cet aéroport n'est qu'un échantillon des projets que le gouvernement Sama Lukonde prévoit de réaliser.

Pour leur part, le ministre des Transports et celui des Finances ainsi que le

gouverneur militaire ont également loué cette initiative du chef de l'État. Ils ont demandé à la population de cette province de faire bon usage de cet ouvrage pendant et après sa construction. Notons que depuis sa création en 1956, l'aéroport de Morongo, avec ses 1800 m de long et 30 m de large, n'a jamais connu des travaux de réfection. C'est maintenant qu'il va recevoir une cure de jouvence, grâce à la volonté manifeste du président de la République qui veut doter le pays des infrastructures modernes répondant aux normes standards. Les travaux de modernisation concernent notamment l'élargissement de la piste à 2500 m du côté Ouest afin de lui permettre de recevoir d'autres types d'avions.



Me Guy Loando donnant le go des travaux de modernisation de l'aéroport de Morongo

Aussi, par souci de promouvoir l'entrepreneuriat en vue de créer des millionnaires Congolais, le marché de construction de l'aérogare, de la tour de contrôle et de la cellule anti incendie a été

confié à un fils du pays qui l'a remporté, après avoir soumissionné auprès de la direction des marchés publics.

Au-delà de l'État de siège, le projet de modernisation de l'aéroport de

Bunia, dont les travaux sont prévus pour une durée d'un an, contribuera au développement de la province tel que souhaité par le chef de l'État et mis en œuvre par le gouvernement.

Blandine Lusimana

RDC-BELGIQUE

Le roi Philippe réaffirme ses regrets pour les blessures causées sous la colonisation

Le souverain belge a exhorté les Congolais et les Belges à écrire ensemble un nouveau chapitre de leur histoire.

Dans son adresse à la jeunesse congolaise réunie à l'esplanade du Palais du peuple, le mercredi 8 juin, le roi Philippe de Belgique a exprimé ses profonds et sincères regrets pour des blessures du passé causées aux Congolais pendant l'époque coloniale. Il a réaffirmé les regrets déjà formulés, par écrit, il y a deux ans, dans une lettre au président Tshisekedi, à l'occasion du 60e anniversaire de l'accession de la RDC à l'indépendance. « Le régime colonial, «basé sur l'exploitation et la domination», était «celui d'une relation inégale, en soi injustifiable, marqué par le paternalisme, les discriminations et le racisme. Il a donné lieu à des exactions et des humiliations », a déclaré le roi Philippe. Ce dernier a exhorté les Congolais et les Belges à écrire ensemble un nouveau chapitre de leur histoire.

Le roi Philippe a également dit sa gratitude aux soldats congolais qui ont combattu aux côtés de la Belgique pendant la Deuxième Guerre mondiale. C'est ce qui a justifié la décoration, quelques heures plus tôt, du seul ancien combattant encore vivant, le caporal Albert Kunyuku. « Voilà pourquoi le matin, j'ai rendu hommage aux anciens combattants. J'ai réitéré ma reconnaissance aux militaires congolais et j'ai décoré le seul ancien combattant encore vivant, Albert Kunyuku », a-t-il dit.

Le souverain belge a aussi rassuré le président Tshisekedi du soutien de la Belgique pour la pacification de la partie est de la République démocratique du Congo et de la poursuite de la coopération militaire entre les deux pays. Il a, en outre, loué le dynamisme, la créativité et la vitalité de la jeunesse congolaise.

Cependant, une certaine opinion ne cesse d'exiger à la Belgique des excuses et une réparation des préjudices causés. C'est le cas de la sénatrice Francine Muyumba qui accueille positivement les regrets du souverain belge mais aurait souhaité plus de sa part. « Je salue le discours du roi des Belges. Néanmoins, face aux crimes commis par la Belgique, les regrets sont insuffisants. Nous attendons de sa part des excuses et une promesse de réparation. C'est à ce prix que nous tournerons définitivement la page », a-t-elle réagi au message du roi Philippe.

Jeannot Kayuba

LINAFOOT/LIGUE 1

Victoire étriquée de Rangers sur Sanga Balende à Kinshasa



La formation de Sa Majesté Sanga Balende effectue un voyage cauchemardesque à Kinshasa depuis la reprise de la 27e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot), après un arrêt de plus trois mois. Déjà battue par le Daring Club Motema Pembe (DCMP) et ensuite par l'AS V.Club, le club de Mbuji-Mayi a courbé l'échine, le 6 juin, au stade des Martyrs de la capitale, devant l'Académique club Rangers du président Lambert Osango, en match de la 14e journée. Molia Lihozasia a ins-

crit l'unique but de la partie à la 64e mn, offrant une précieuse victoire aux Académiciens du coach Chico Mukeba.

Les Anges et les Saints du Kasai oriental, coachés depuis peu par l'entraîneur Dauda Lupembe (actuellement retenu en sélection pour les deux premières journées éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2023), n'y arrivent simplement pas. Après les deux premières défaites, l'entraîneur adjoint Nonda Mutombo (ancien joueur passé par le Daring Club Motema Pembe)

a indiqué à la presse : « Nous avons perdu déjà deux matches ici et nous devons nous relever. Nous sommes très confiants pour avoir des points. Nous allons tout faire en multipliant nos efforts pour nous imposer et maintenir notre place en Ligue 1 ». Mais le club sang et or de Mbuji-Mayi continue de broyer du noir. Avec trois revers de suite, Sanga Balende fait du sur-place avec 15 points glanés après treize matches. L'AC Rangers pour sa part totalise désormais 28 points.

Martin Engimo



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO

MOKO BANA MBOKA



Assurance tous risque
chantier



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO

TOURNOI AMICAL EN ALGÉRIE

La RDC A' domine le Sénégal

Premier match et premier succès pour le nouveau sélectionneur des Léopards locaux football, Otis Ngoma, vainqueur du Sénégal A' en première journée du tournoi international amical en Algérie.

C'est par une victoire mentalement importante que les Léopards locaux de la République démocratique du Congo (RDC) ont débuté, le 6 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida, en Algérie, le tournoi amical international organisé par la Fédération algérienne de football (FAF). Les hommes du nouveau sélectionneur Otis Ngoma se sont imposés face aux Lions de la Teranga A' du Sénégal par deux buts à un. L'attaquant international de V.Club de Kinshasa, Glody Lilepo Makabi, a ouvert la marque dès la 5^e mn, avant le second but du milieu offensif du Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi, Glody Likonza, à la 20^e mn. Les Lions sénégalais ont réduit l'écart en début de la seconde période (49^e mn) par le biais d'El Hadj Latyr Ndiaye, attaquant de l'AS

Douanes de Dakar.

Le onze de départ d'Otis Ngoma s'est composé du gardien de but Hervé Lomboto. Dans le champ, Djos Isama Mpeko, Boka Issaka Chadrac, Ikoyo Iyembe Peter, Wango Mbabu Michael, Glody Likonza Adango, Lilepo Makabi Glody, Bossu Nzali Adam, Ngimbi Mvumbi Mercey, Lita Demani Jeancy et Mika Michée.

En seconde rencontre disputée au stade du 5 juillet d'Alger, les Fenecs d'Algérie, hôtes du tournoi, ont battu les Menas du Niger par un but à zéro. L'attaquant Abderrahmane Meziane de l'USM Alger a été l'unique buteur de la partie à la 49^e mn. Les deux vainqueurs de la première journée s'affronteront le 10 juin, alors que le Sénégal s'opposera au Niger.

Ce tournoi, précisons-le, regroupe quatre pays dont



Les Léopards locaux avant le match contre le Sénégal, le 6 juin à Blida, en Algérie

l'Algérie A' pays hôte, la RDC, le Sénégal et le Niger. La compétition est organisée dans l'optique de lancer la préparation aussi bien pour la sélection algérienne composée des joueurs évoluant dans le championnat

local, ainsi que pour les Léopards A'.

Nouveau sélectionneur des Léopards A', Otis Ngoma est à son premier match ponctué par une victoire. Ces matches en Algérie lui servent donc de prépara-

tion pour juillet prochain contre les Sao du Tchad en match qualificatif de la phase finale de la 7^e édition du Championnat d'Afrique des nations en Algérie, en janvier 2023.

Martin Engimo



OUVERTURE DES LIGNES

ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!

après une interruption momentanée de la ligne Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com

contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60

Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

AFRIQUE

Le swahili, la langue la plus parlée en Afrique

Longtemps considérée comme une langue « obscure », le swahili est devenu la langue la plus parlée en Afrique, dont la croissance démographique est la plus rapide.

Influencée par d'autres langues (arabe, anglaise, portugaise), le swahili est une langue de la côte, faisant partie de la famille bantoue, une kyrielle de langues parlées par les peuples bantous de la moitié sud de l'Afrique. Avec plus de 200 millions de locuteurs, il est l'une des dix langues les plus parlées au monde et, ces dernières années, un fort mouvement s'est développé pour en faire la lingua franca du continent. Le swahili tire environ 40 % de son vocabulaire directement de l'arabe, ayant été influencé pendant des siècles par les commerçants de la péninsule arabique venus sur la côte est-africaine à la recherche de nouveaux marchés. L'idée de promouvoir la diffusion du swahili en Afrique, et d'en faire une langue continentale est lancée dans les années 1960 par le premier président de la Tanzanie, Julius Nyerere, qui l'utilisera pour unifier sa nation après l'indépendance, conscient que son peuple en avait besoin pour le commerce et la compréhension. Pour lui, c'était le langage de la libération.

Le peuple swahili était majoritaire dans la région s'étendant de Mogadiscio (Somalie), en passant par le Mozambique, le Kenya, la Tanzanie et l'ouest de la République démocratique du Congo. Les contacts entre ce peuple côtier et le monde arabe et perse remontent à bien avant l'arrivée de l'Islam, au 8e siècle. Mais c'est plus tard, sous le joug colonial de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne à la fin du 19e et au début du 20e siècle, qu'elle va être adoptée comme langue à utiliser dans l'administration locale et l'éducation. « Il a commencé comme une petite langue côtière en Afrique de l'est, qui est ensuite entrée en contact avec des commerçants venant du monde arabe et principalement du Portugal », explique Ida Hadjivayanis, professeur et spécialiste du swahili à l'université de Londres.

Le swahili, une langue de « l'unité africaine » facile à apprendre

Le succès du swahili en tant que langue bantoue a été rapidement adopté par les autres peuples bantous, qui ont pu la lire et la comprendre facilement parce qu'ils parlaient déjà d'autres langues de la même famille. Le swahili est la langue africaine la plus facile à apprendre pour un anglophone ou un locuteur de langue romane, dit-on. Pour la Ghanéenne Annabel Lankai, qui l'étudie, l'Afrique devrait « avoir quelque chose qui vient de nous et qui est pour nous. Il est grand temps que nous abandonnions la langue des colonisateurs ». Un nombre important d'Africains souhaitent que le swahili devienne une alternative à l'anglais, au français ou au portugais en tant que lingua franca sur le continent, ou une langue communément comprise.

En 2021, l'Unesco a désigné le 7 juillet, Journée mondiale du swahili et, au début de l'année 2022, l'Union africaine l'a adopté comme langue de travail officielle, y voyant une « langue d'émancipation », au vu de l'importance de son rôle dans la construction de « l'unité africaine », et des ambitions d'en faire « une langue panafricaine », pouvant devenir un atout important pour le peuple africain, une langue également officielle de la Communauté d'Afrique de l'est. Les locuteurs du swahili sont répartis dans plus de quatorze pays (Tanzanie, Kenya, Ouganda, Comores, République démocratique du Congo, Burundi, Rwanda, Mozambique, Malawi, Sud-Soudan, Somalie, Zambie, Oman et au Yémen au Moyen-Orient). Certaines pays d'Afrique australe (Afrique du Sud et Botswana) l'ont introduit dans les écoles, tandis que la Namibie envisage de le faire. Le swahili compte plus de 200 millions de locuteurs.

Noël Ndong

ARTS DE SCÈNE

Le festival «Retour au mbongui» rend hommage à Victor Louya Mpené Malela

Le festival de l'oralité «Retour au mbongui» a été ouvert, le 5 juin, au Centre des ressources du conte et des arts de l'oralité à Pointe-Noire, par un hommage au comédien et conteur Victor Louya Mpené Malela, disparu en 2020 à l'âge de 75 ans, à Brazzaville.



Le lancement du festival «Retour au mbongui» /DR

Les parents, amis et connaissances du défunt Victor Louya Mpené Malela étaient présents à la cérémonie agrémentée par les conteurs et artistes de la compagnie de conte Africa graffitis. Tour à tour, Nicolas Bissi et Saint Trick ont fait des témoignages sur le disparu, un des comédiens de la troupe Rocado Zulu Théâtre de Sony Labou Tansi créée en 1979. Le fils aîné de Victor Louya a retracé le passé de son défunt père, qui de son vivant s'est évertué à donner une éducation digne à ses enfants en dépit de son emploi du temps toujours chargé qu'il

partageait entre son métier d'enseignant, les répétitions, les spectacles et les voyages.

Ainsi, pour cette édition voulue spéciale, la compagnie de conte Africa graffitis, organisatrice de l'événement, a initié des activités dans plusieurs lieux de la ville. Le 7 juin, une animation a eu lieu avec les enfants du Cercle culturel pour enfants à leur siège au quartier Louessi, dans le troisième arrondissement Tié Tié, et sera suivie de la journée scolaire, ce 9 juin. Une scène chez M. Bani T 37° sera organisée le 10 juin avant la nuit du conte au musée

Cercle africain, le 11 juin. Nocturne Yamba village chez Tsimba a lieu à l'Espace Yamba, non loin de Canal Olympia, au quartier Mpita.

Le 14 juin est réservé pour les conférences avant la clôture qui interviendra le 15 juin à l'Institut français du Congo. Deux ateliers amateurs avec les Editions + sont également prévus en écriture et racontage. Ils seront suivis des séances de restitution pendant le festival. Signalons que le festival «Retour au mbongui» a été créé en 2000 pour célébrer les arts du conte et de la parole.

Hervé Brice Mampouya

AFRICAJARC

La 23^e édition se tient au rythme des sons africains

Le festival des cultures africaines (Africajarc) s'ouvre du 21 au 24 juillet prochain à Cajarc, en France. Différents artistes livreront des spectacles émouvants.

Africajarc est l'un des plus grands festivals d'inspiration africaine qui se tient chaque année, à travers lequel les créations africaines sont mises en valeur dans plusieurs disciplines : cinéma, artisanat, arts plastiques, restauration, littérature, marché, exposition,

musique, danse, contes ... Des conférences-débats seront également animées. Les danseurs, chorégraphes, DJ, producteurs, écrivains, musiciens, passionnés d'histoire et activistes sociaux se réuniront pour valoriser la culture africaine. Durant trois jours, les spectateurs passeront des moments époustouflants avec en tête d'affiche Youssou NDour.

Africajarc, c'est aussi tous les talents de la nouvelle génération. Des performances live mêlant hip-hop, soul, reggae, funk, jazz, rap, rumba ... feront

vibrer le public. La scène découverte sera gratuite tandis que les concerts du soir seront payants. Ce festival dédié aux cultures d'Afrique depuis sa création en 1999 a pour vocation de les faire découvrir au plus grand nombre.

Cette vingt-troisième édition sera incarnée par une nouvelle génération, talentueuse, aux styles plus contemporains assimilant les références traditionnelles. La nouvelle vague de la musique africaine sera entourée de quelques-uns de ses illustres représentants.

Rosalie Bindika

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

INVITATION

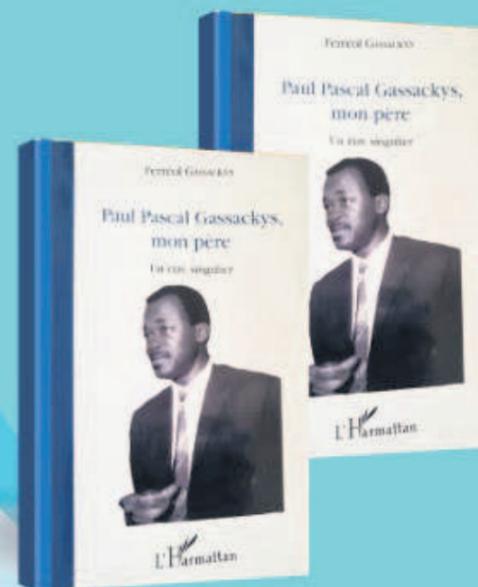
Ferréol Gassackys Vous convie à la présentation
dédicace de son ouvrage : « Paul Pascal Gassackys
mon père »

Lieu : Librairie Les Manguiers (Les Dépêches de Brazzaville)

Date : samedi 11 juin 2022

Heure : 09 h 00

Contact : +242 06 666 84 94



COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Les préliminaires débutent ce vendredi

Les différents stades du pays vont vibrer ce week-end au rythme du tour préliminaire de la Coupe du Congo.

La compétition reprend ses droits après deux saisons d'interruption occasionnée par la pandémie à coronavirus. L'Etoile du Congo, vainqueur de la dernière édition en 2019, va enfin remettre son titre en jeu lorsqu'elle entrera en compétition avec tous les autres clubs de la Ligue 1.

Le programme du tour préliminaire

Le 10 juin à Kintélé : La Pangée affronte l'AS Penarol. Maracana sera aux prises au Réal impact. L'Etoile de Talas va croiser l'AS Elbo. USM jouera contre Racing club de Brazzaville puis Red star en découdra avec le Racing club Olympic. Au stade de Pointe-Noire, ACIM recevra Fleur du ciel. KFA accueillera l'AS Pelerin avant TP

Caiman- Munisport.

Le 11 juin à Kintélé, Milan de Nkombo recevra Aigles sports avant JS Ekoundza-Ajax de Ouenzé. L'après midi, Soleil levant affrontera l'As Vegas. AC Diadora en découdra avec Le FC Racine. A Pointe-Noire, Crapda jouera contre Beni sport. ASGF sera aux prises au FC Tchimagani avant PNFA-CS Sersy.

Le 12 juin à Kintélé toujours, Etoile junior jouera contre AS Flamengo avant As Cyrina-Saint-Michel de Ouenzé. Dans les heures qui suivront, OCB et l'AS Juk s'affronteront pour une place au prochain tour. A Pointe-Noire, Association sportive ponténégrine affrontera le Club des jeunes puis en seconde explication, TP Mokanda croisera Interclub de Pointe-Noire. Dans le départe-



Vainqueur de la dernière édition, l'Etoile du Congo va remettre son titre en jeu/Adiac

tement du Niari, JCSD jouera à Dolisie contre le FC Porto puis RCST recevra BCS.

Dans le département de la Bouenza, FC Songa de Mouyondzi accueillera à Madingou Interclub de Nkayi avant Tout Puissant de Lou-

tété-Saint-Michel. Dans le Pool, AS Cheminots de Mindouli croisera AS Ignié. Dans la Lékoumou, Indo sport jouera contre Regies financières. Dans la Cuvette, Interclub d'Owando recevra Avia sport d'Oyo. Dans la Cuvette-Ouest,

FC Avenir accorde son hospitalité à Dragon. Dans la Sangha, Saint Michel de Ouesso et Cara de la localité s'affronteront. Dans la Likouala, FC Leaders d'Impfondo jouera contre Molendé de Dongou.

James Golden Eloué

ETOILE DU CONGO

Faustin Elenga jette l'éponge

Le président général des vert et or a officiellement annoncé sa démission, le 2 juin, dans une lettre qu'il a adressée au président du Conseil des sages de l'Association sportive Etoile du Congo.

« Par la présente, je vous annonce respectueusement ma démission à la présidence générale de l'Association sportive Etoile du Congo (Asec) pour convenances personnelles. Toutefois, je vous rassure de la pleine disponibilité à toujours œuvrer pour l'essor de notre grande association sportive », a déclaré Faustin Elenga, sans donner d'autres raisons.

C'est donc un retour à la case départ pour les Stelliens. Après la démission de René Serge Blanchard Oba en 2006, l'Etoile du Congo avait organisé plusieurs assemblées générales électives sans pourtant lui trouver de successeur. En l'absence d'un dirigeant nanti, le club avait souvent eu recours à son ancien dirigeant, Hamadi Baba (2010-2011 puis 2014-2018) pour sauver les meubles. A la fin de son mandat, celui qui avait fait la pluie et le beau temps avait passé le témoin au comité des sages. Obligé d'assurer l'intérim général, Emmanuel Ngouélondélé Mongo a dû batailler durant ces dernières années pour trouver un preneur à l'équipe qui n'a plus gagné le titre national depuis 2006.

Faustin Elenga arrivait comme un messie lorsqu'il avait été porté à la tête du conseil d'administration de l'Etoile du Congo, le 17 octobre 2020. C'était un beau cadeau pour les récents vainqueurs de la Coupe



Faustin Elenga quitte la présidence de l'Etoile du Congo/Adiac

du Congo qui préparaient le tour préliminaire de la Coupe africaine de la confédération.

Il avait fait la promesse de créer les conditions en amont afin de permettre à l'équipe de retrouver ses lettres de noblesse. « Il faut créer les conditions pour que les athlètes s'expriment mieux sur le terrain. Se mettre dans les meilleures conditions exige les moyens. Nous allons nous retrouver pour lancer une grande opération «Sauvons l'Etoile du Congo». Tout le monde, du supporter au dirigeant, celui qui se reconnaît de l'Etoile du

Congo, contribue pour la bonne marche de l'équipe... », avait-il recommandé.

C'est donc un espoir déchu. Car après deux saisons passées à la tête de l'équipe, les résultats des Stelliens n'ont pas été à la hauteur des attentes. L'Etoile du Congo a fini les deux championnats très loin du podium. Les raisons de l'échec sont restées les mêmes avant sa prise de fonction. En attendant de lui trouver un successeur, le conseil des sages a la responsabilité de gérer les affaires courantes de l'équipe.

James Golden Eloué

CAN 2023

Les résultats de la deuxième journée des éliminatoires

Groupe B

Vainqueur à l'extérieur d'Eswatini, le Burkina confirme sa première place du groupe.

Les Etalons comptent trois points d'avance sur le Cap-Vert, victorieux du Togo 2-0.

Eswatini-Burkina : 1-3 (0-0)

Buts : Ndzinisa (64e mn) pour Eswatini, D. Ouattara (69e et 75e mn) et Aziz Ki (85e) pour le Burkina.

Cap Vert – Togo : 2-0 (1-0)

Buts : J. Tavares (10e mn) et J. Monteiro (90e) pour le Cap Vert.

Classement

1) Burkina, 6 pts; 2) Cap Vert, 3 pts; 3) Togo, 1 pt; 4) Eswatini, 1 pt.

Programme de la 3e journée

Cap Vert – Eswatini et Burkina-Togo, lundi 19 septembre.



Le Lorientais Dango Ouattara, ici face au Cap Vert, a marqué un doublé contre Eswatini (DR)

Groupe J

A Francistown, les Aigles de Carthage sont freinés par les Zèbres du Botswana (0-0).

Corrigé par la Tunisie lors de la première journée, le Nzalang national de Guinée équatoriale se relance au détriment de la Libye à Malabo (2-0).

Botswana-Tunisie : 0-0

Guinée équatoriale – Libye : 2-0 (0-0)

Buts : Touhami (51e contre son camp) et Bikoro (84e sur penalty) pour la Guinée équatoriale

Classement

1) Tunisie, 4 pts, 2) Guinée équatoriale, 3 pts, 3) Libye, 3 pts, 4) Botswana, 1pt

Programme de la 3e journée

Tunisie-Libye et Guinée-équatoriale – Botswana, lundi 19 septembre

Camille Delourme

AFRIQUE

L'Opdad renouvelle ses instances

L'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement (Opdad) organise sa 26^e assemblée générale, du 9 au 10 juin, à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville.

Plus d'une dizaine de premières dames d'Afrique sont attendues à Brazzaville pour prendre part à la rencontre dont les travaux seront marqués par l'élection de la nouvelle présidente de l'Opdad dirigée actuellement par l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso.

A quelques jours de la rencontre, les épouses des chefs d'Etat du Malawi, de la République centrafricaine et de la Gambie sont déjà arrivées au Congo. Monica Chakwera, Brigitte Touadera et Fatoumata Baw-Barrow ont été accueillies le 7 juin à l'aéroport de Brazzaville par la première dame du Congo, présidente sortante de l'Opdad.

Antoinette Sassou N'Guesso a été élue à la présidence de l'organisation par ses sœurs premières dames d'Afrique, en marge du sommet de l'Union africaine tenu en juillet 2019 à Niamey, au Niger. Créée en 2002, l'Organisation des premières dames d'Afrique contre le sida (Opdas), qui se consacrait principalement à la lutte contre le VIH/sida et à d'autres problèmes de santé de la reproduction, tant sur le plan continental qu'international, a vu son périmètre s'élargir aux questions d'éducation, de santé et du bien-être des enfants, des jeunes et des femmes en Afrique,

d'où la nouvelle appellation Opdad, qui couvre des domaines liés au développement du continent.

L'Opdas a changé de nom pour devenir l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement (Opdad) en vue d'adopter une vision intitulée « Une Afrique développée avec des enfants, des jeunes et des femmes en bonne santé et autonomes ».

Depuis la mise en place de leur organisation, les premières dames africaines ont contribué à accroître la sensibilisation au sida, en se faisant l'écho de nombreuses campagnes sur l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, en insistant sur le fardeau de cette maladie qui pèse sur les femmes et en renforçant les réseaux de personnes vivant avec le VIH.

En effet, par le changement de dénomination de l'Opdas à l'Opdad, l'organisation a tenu à marquer son ambition d'aller vers une dynamique plus actuelle.

L'Opdad, nouvellement créée, avait adopté son plan stratégique pour 2019-2023, qui décrit les principales thématiques sur lesquelles les premières dames travailleront. Il s'agit notamment de la poursuite de l'objectif de réduction des nouvelles infections à VIH et de la



Des premières dames d'Afrique./Adiac

mortalité due au sida et aux maladies non transmissibles; l'égalité des sexes; l'autonomisation des

femmes et des jeunes; la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile; la sécurité sociale et la

protection sociale.

En combinant leurs efforts, les premières dames d'Afrique ont la certitude d'obtenir, d'ici peu, le même succès qu'elles ont obtenu avec l'Opdas. Au-delà d'une simple continuité, elles doivent désormais redoubler d'efforts pour garantir un futur meilleur à l'Afrique.

Yvette Reine Nzaba

« Une Afrique développée avec des enfants, des jeunes et des femmes en bonne santé et autonomes »

LITTÉRATURE

Écrire le Bassin du Congo, anthologie de création littéraire

Le poète-écrivain Kenneth Toah Nsah, connu sous le nom de plume Nsah Mala, auteur de littérature jeunesse et chercheur littéraire, d'origine camerounaise, lance un appel à contribution de textes créatifs en vue d'une anthologie littéraire.

Pour Nsah Mala, la préservation de l'écosystème du Bassin du Congo consiste, entre autres, à sensibiliser par la littérature. De ce fait, il collecte les textes créatifs traitant des préoccupations climatiques et environnementales dans cet espace à partir de diverses perspectives et dans différents genres. Dans l'ensemble, ce sont des textes originaux et inédits dans les domaines de la poésie, de la nouvelle, du théâtre et de la non-fiction créative.

Ils pourront être en prose et les sketches théâtraux ne devront pas dépasser trois mille mots. Les contributeurs sont libres de soumettre des textes dans des genres variés sans excéder plus de cinq pièces.

Les thèmes retenus peuvent inclure, mais ne sont pas limités, les sécheresses, les inondations, les tempêtes, les précipitations irrégulières, le pétrole, l'exploitation minière, la déforestation, la pêche, la pollution plastique, la surexploitation agricole, le recyclage de déchets, la récolte de bois de chauffage, le braconnage de la faune sau-

vage, l'extinction d'espèces, le développement durable, les stratégies autochtones/locales d'atténuation et d'adaptation, les conflits entre éleveurs et agriculteurs, les traditions sacrées et la nature, les systèmes de connaissances autochtones, l'(in)justice climatique, l'(in)justice environnementale, les traditions orales, la violence environnementale, les déplacements et migrations climatiques, la diversité bio culturelle, les guerres de ressources, la malédiction des ressources, le vol des ressources, l'impérialisme des ressources, la conservation de la nature, les parcs nationaux et zones protégées, l'impérialisme vert, etc.

Les contributions seront acceptées en anglais et/ou en français. Celles rédigées dans toute autre langue, y compris les langues locales et autochtones, doivent être accompagnées de traductions en anglais ou en français. Tous les textes soumis doivent être originaux et inédits.

Les écrivains éligibles sont ceux des pays suivants du Bassin du



Nsah Mala

Congo et de leurs diasporas : Angola, Cameroun, République centrafricaine, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Rwanda et Ouganda.

Rappelons que le Bassin du Congo est la deuxième plus grande forêt tropicale humide

du monde. Il abrite environ 10% de la biodiversité mondiale, tant en termes de faune que de flore. Il est également extrêmement riche en ressources minérales et joue un rôle crucial dans l'atténuation du changement climatique mondial grâce à sa capacité de séquestration du carbone, notamment par le

biais de ses tourbières qui sont les plus grandes du monde. Les tourbières du Bassin du Congo stockent du carbone équivalent à environ vingt ans d'émissions de combustibles fossiles des États-Unis d'Amérique.

Pourtant, malgré la richesse bio culturelle du Bassin du Congo et son importance dans la contribution de l'Afrique à la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité, il est soumis à de nombreuses et graves menaces. Il doit donc être préservé de manière à ce qu'il soit bénéfique à la nature et aux humains, aux générations actuelles et futures. En plus des efforts scientifiques, technologiques et politiques, les textes littéraires ont également un rôle crucial à jouer dans la gestion durable et la préservation du Bassin du Congo.

Nsah Mala a consacré une thèse de doctorat en littérature comparée sur le Bassin du Congo, soutenue avec brio à l'Université d'Aarhus (Danemark), le 11 mars de cette année.

Marie Alfred Ngoma